



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/ Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Linguistic Services Division / Division des services
linguistiques
PSBID, PWGSC / DIASP,TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1/Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet CLOSED CAPTIONING_SOUS-TITRAGE	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZS-141017/A	Date 2013-10-08
Client Reference No. - N° de référence du client 20141017	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$ZF-515-26464
File No. - N° de dossier 515zf.E60ZS-141017	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-24	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Guertin, Paul	Buyer Id - Id de l'acheteur 521zf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-8452 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA CLOSED CAPTIONING & VISUAL INTERPR. 171 SLATER STREET OTTAWA Ontario K1P 5H7 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60ZS-141017/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

515zf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20141017

File No. - N° du dossier

515zfE60ZS-141017

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Bureau de la traduction

Services de sous-titrage code en direct

Demande de renseignements

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION.....	2
2	INSTRUCTIONS POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	4
3	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉVENTUELLE STRATÉGIE DE SOLLICITATION	9
4	ÉNONCÉ DU BESOIN	10
5	QUESTIONS AUX RÉPONDANTS.....	11

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le Bureau de la traduction (BT) souhaite connaître l'intérêt de l'industrie vis-à-vis des services de sous-titrage codé en direct et en simultané en anglais et en français canadien des délibérations quotidiennes de la Chambre des communes du Parlement du Canada et des comités télédiffusés sur CPAC et/ou Parlvu, ainsi que d'événements spéciaux au fur et à mesure des besoins.

1.2 Objet de la demande de renseignements

Afin d'offrir éventuellement les services mentionnés ci-dessus et décrits dans la section « Énoncé du besoin », le Canada demande des renseignements sur les actuels fournisseurs de services de sous-titrage codé en direct.

Les principaux objectifs de la présente demande de renseignements (DDR) sont :

- a) Donner à l'industrie la possibilité d'évaluer les besoins du BT et de formuler des commentaires afin de trouver le meilleur rapport qualité-prix pour le Canada si une demande de propositions (DP) était publiée.
- b) Déterminer la capacité des fournisseurs à offrir les services décrits dans cette DDR.
- c) Obtenir les commentaires et les recommandations des intervenants sur les enjeux qui pourraient influencer sur la capacité des fournisseurs à répondre aux besoins du BT.
- d) Tirer profit des connaissances et de l'expertise de l'industrie en ce qui concerne les pratiques exemplaires qui augmenteraient les chances de réalisation du présent projet et/ou de projets semblables.

1.3 Nature de la demande de renseignements

La présente DDR n'est pas un appel d'offres et ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels des biens ou des services décrits dans la présente DDR ne devraient pas réserver des biens ou des installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans la DDR. Cette dernière ne donnera pas lieu non plus à l'établissement d'une liste de fournisseurs; par conséquent, le fait qu'un fournisseur éventuel réponde à la DDR ne l'empêchera pas de participer à tout processus d'acquisition ultérieur. De plus, la présente DDR n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou l'autre des biens et des services qui y sont décrits. Elle vise seulement à obtenir les commentaires de l'industrie sur son contenu.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Aucun élément de la présente DDR ne doit être considéré comme un engagement de la part du Canada de publier une DP pour ce projet. Le Canada pourrait utiliser tout renseignement qui n'est pas protégé par des droits de propriété intellectuelle obtenus dans le cadre du présent examen ou au cours du processus de préparation d'une éventuelle DP officielle.

Le Canada n'est lié par aucun élément énoncé dans le présent document et se réserve le droit de changer à tout moment la totalité ou une partie des exigences, au besoin. De plus, le Canada se réserve le droit de revoir, au besoin, sa méthode d'acquisition d'après l'information reçue en réponse à la présente DDR ou pour toute autre raison.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2 INSTRUCTIONS POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

2.1 Terminologie

Répondant :	Entreprise qui répond à la DDR.
Client :	Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) / Bureau de la traduction.
Sous-titreur :	<p>Employé du répondant qui a acquis au moins six (6) mois* d'expérience du sous-titrage codé (STC) en français canadien ou en anglais canadien, selon le champ de travail, d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens depuis septembre 2009.</p> <p>* Un (1) mois est équivalent à cinquante (50) heures de STC.</p>
Chargé de projet :	<p>Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.</p>
Responsable technique :	<p>Le responsable technique est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.</p>
Autorité contractante :	<p>L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2.2 Nature et format des réponses attendues

La section 4 de la DDR présente le point de vue du client quant aux aspects suivants :

- Les besoins en matière de sous-titrage codé en direct auxquels il veut répondre.
- Les caractéristiques de la solution recherchée en termes de capacité et de critères obligatoires et cotés.

La section 3.3 présente un calendrier estimatif de réalisation du projet.

La section 5 présente les questions précises couvrant les renseignements que souhaite obtenir le client avant de compléter et de publier éventuellement une DP.

Les répondants sont priés de formuler des commentaires sur le contenu de la section « Énoncé du besoin » et sur les critères obligatoires et cotés de sélection des fournisseurs qui sont présentés dans la DDR. Les répondants doivent, entre autres, expliquer les hypothèses qu'ils font sur les besoins formulés.

2.3 Coûts relatifs à la réponse

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées pour répondre à la présente DDR.

2.4 Traitement des réponses

a) Utilisation des réponses

Les réponses ne seront soumises à aucune évaluation officielle. Toutefois, le Canada pourrait les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'acquisition. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait examiner les réponses reçues après la date de clôture.

b) Équipe d'examen

Une équipe d'examen, composée de représentants du client (selon le cas) et de fonctionnaires de TPSGC, examinera les réponses reçues. Le Canada se réserve le droit d'engager des consultants indépendants ou de recourir aux services des ressources du gouvernement qu'il juge nécessaires pour examiner les réponses. Toutes les réponses ne seront pas nécessairement soumises à l'examen de tous les membres de l'équipe d'examen.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

c) Confidentialité

Chaque répondant devra indiquer clairement chaque élément de sa réponse qu'il considère comme confidentiel ou protégé par des droits de propriété intellectuelle. Le Canada traitera ces parties de réponse de façon confidentielle, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

d) Activité de suivi

Le Canada peut, à sa discrétion, contacter les répondants pour leur poser des questions supplémentaires ou leur demander des précisions quant à un aspect ou à un autre d'une réponse. Le Canada peut accepter de s'entretenir avec les répondants afin de leur donner la possibilité de présenter ou de démontrer leurs capacités en ce qui concerne la DDR. Les présentations des répondants n'engagent en rien le Canada. Il incombe aux répondants d'assumer tous les coûts associés à l'invitation du Canada de faire une présentation. Les répondants ne sont toutefois pas obligés de faire une telle présentation.

2.5 Contenu de la demande de renseignements

La présente DDR contient une version non définitive de l'Énoncé du besoin et des critères d'évaluation. Ces documents évoluent constamment et il se peut que des clauses ou des exigences soient ajoutées à la DP qui serait éventuellement publiée par le Canada. Il se peut également que des clauses ou des exigences soient retirées ou modifiées. On invite les répondants à faire part de leurs observations concernant la DDR, l'Énoncé du besoin et les critères d'évaluation. La DDR contient également des questions précises adressées à l'industrie.

2.6 Format des réponses

a) Page couverture

Si la réponse est donnée en plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page couverture de chaque volume le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du volume et leur dénomination sociale complète.

b) Page titre

La première page de chaque volume de la réponse, qui suit la page couverture, devrait être la page titre et contenir:

- i. Titre de la réponse du répondant et numéro du volume.
- ii. Nom et adresse du répondant.
- iii. Nom, adresse et numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant.
- iv. Date de remise.
- v. Numéro de la DDR.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

c) Nombre de copies

Le Canada demande aux répondants de soumettre leurs réponses en une (1) copie papier et une (1) copie sur CD.

2.7 Demandes de renseignements

Comme il ne s'agit pas d'un appel d'offres, le Canada ne répondra pas nécessairement par écrit aux demandes de renseignements des fournisseurs ou ne distribuera pas nécessairement les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants qui ont des questions relatives à la DDR peuvent s'adresser à la personne suivante :

Autorité contractante : Paul Guertin
Adresse : Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux,
Portage III, 10C1, 11, rue Laurier, Gatineau (Québec), K1A 0S5
Courriel : paul.guertin@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : 819-956-8452
Télécopieur : 819-953-2675

2.8 Présentation des réponses

a) Délai de présentation des réponses et adresse d'expédition

Les fournisseurs qui souhaitent répondre à la DDR doivent faire parvenir leur réponse à l'attention du Module de réception des soumissions de TPSGC avant l'heure et la date indiquées à la page 1 du présent document, et ce, à l'adresse suivante :

Module de réception des soumissions de TPSGC
11, rue Laurier
Phase III de la Place du Portage
Noyau 0A1
Gatineau (Québec) J8X 4A6

b) Responsabilité en ce qui a trait à la réception des réponses dans les délais prescrits

Il incombe à chaque répondant de voir à ce que sa réponse soit envoyée à la bonne adresse et reçue dans les délais prescrits.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

c) Identification des réponses

Chaque répondant doit voir à ce que son nom et son adresse, le numéro de la DDR et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe.

2.9 Exigences en matière de sécurité

Il n'y a pas d'exigence en matière de sécurité pour la présentation d'une réponse à la présente DDR et pour le besoin qui peut découler du DDR.

2.10 Langues officielles

Les réponses à la présente DDR peuvent être présentées dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

2.11 Droits de propriété intellectuelle

Toutes les mesures d'approvisionnement futures concernant les besoins du Canada à l'endroit des fournisseurs contiendront des dispositions attribuant les droits de propriété intellectuelle des renseignements originaux et des renseignements généraux au gouvernement du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉVENTUELLE STRATÉGIE DE SOLLICITATION

Cette section présente la stratégie de demande de soumissions que le Canada envisage d'adopter pour répondre à ses besoins en matière de services de sous-titrage codé en direct.

3.1 Demande de propositions

Lorsque les commentaires de l'industrie sur la DDR auront été pris en compte, une DP pourrait être publiée sur <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-lapprovisionnement/appels-d-offres>. La période d'invitation à soumissionner sera conforme aux politiques du gouvernement du Canada en matière d'approvisionnement et elle devra respecter les accords commerciaux qui s'appliqueraient.

3.2 Stratégie proposée d'adjudication des contrats

Le présent besoin pourrait être divisé en deux (2) contrats pour répondre aux deux champs de travail :

- Champ 1 - Sous-titrage codé en français canadien
- Champ 2 - Sous-titrage codé en anglais canadien

et ce, en fonction des réponses des fournisseurs potentiels relatives à leurs capacités à fournir lesdits services de sous-titrage codé en direct en anglais canadien et/ou en français canadien.

3.3 Calendrier estimé

Si la présente demande de renseignements donnait lieu à une éventuelle DP, TPSGC propose le calendrier estimatif suivant :

- | | |
|---------------------------------------|------------------------------|
| • Publication de la DP | octobre 2013 |
| • Fin de l'évaluation des soumissions | janvier 2014 |
| • Attributions des contrats | janvier 2014 |
| • Début de la prestation des services | Selon les besoins du client. |

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4 ÉNONCÉ DU BESOIN

Le Bureau de la traduction souhaite connaître l'intérêt des fournisseurs canadiens dans le domaine de sous-titrage codé en direct à soumissionner pour effectuer le sous-titrage codé en direct et en simultané en anglais et en français canadien des délibérations quotidiennes de la Chambre des communes du Parlement du Canada et des comités télédiffusées sur CPAC et/ou Parlvu, ainsi que d'événements spéciaux au fur et à mesure des besoins.

4.1 Sous-titrage codé en direct

a) Champ 1 - Sous-titrage codé en français canadien

Voir le document ci-dessous intitulé « Énoncé des travaux (ÉDT), Champ 1 - Sous-titrage codé en français canadien »

b) Champ 2 - Sous-titrage codé en anglais canadien

Voir le document ci-dessous intitulé « Énoncé des travaux (ÉDT), Champ 2 - Sous-titrage codé en anglais canadien »

4.2 Durée du contrat

Les services doivent être assurés pendant un (1) an à partir de la date du contrat, qui sera assorti d'une option permettant d'en proroger la durée pour cinq (5) périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes clauses et conditions.

Le présent besoin pourrait être divisé en deux (2) contrats pour répondre aux deux champs de travail :

- Champ 1 - Sous-titrage codé en français canadien
- Champ 2 - Sous-titrage codé en anglais canadien

et ce, en fonction des réponses des fournisseurs potentiels relatives à leurs capacités à fournir lesdits services de sous-titrage codé en direct en anglais et/ou en français canadien.

4.3 Contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens tel que défini à la clause du Guide des CUA A3050T.

4.4 Critères obligatoires et cotés

a) Champ 1 - Sous-titrage codé en français canadien

Voir le document ci-dessous intitulé « Critères techniques, Champ 1 - Sous-titrage codé en français canadien »

b) Champ 2 - Sous-titrage codé en anglais canadien

Voir le document ci-dessous intitulé « Critères techniques, Champ 2 - Sous-titrage codé en anglais canadien »

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZS-141017/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20141017

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
521zfE60ZS-141017

Buyer ID - Id de l'acheteur
515zf
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5 QUESTIONS AUX RÉPONDANTS

Dans la mesure où la DDR sert à connaître le point de vue de l'industrie quant aux besoins du Bureau de la traduction, les répondants sont invités à répondre aux questions ci-dessous. S'il va sans dire qu'ils peuvent répondre au plus grand nombre de questions possible, ils ne doivent cependant pas oublier que leurs réponses doivent tenir compte de la version préliminaire de l'énoncé du besoin.

- 5.1 Avez-vous des questions ou commentaires au sujet de la version préliminaire de l'énoncé du besoin? Si oui, pourriez-vous nous en faire part?
- 5.2 Le Canada a besoin de fournisseurs capables d'offrir des services de sous-titrage codé en direct et en simultané en anglais et en français canadien. Votre entreprise offre-t-elle déjà des services de sous-titrage en direct en anglais canadien et/ou en français canadien?
- 5.3 Depuis combien de temps offrez-vous des services sous-titrage codé en direct en anglais et/ou en français canadien?
- 5.4 Seriez-vous intéressés à soumettre une proposition pour les services tels que décrits dans la présente DDR? Auriez-vous des changements à proposer afin que votre entreprise puisse soumissionner à une éventuelle DP?
- 5.5 Quelle est votre opinion sur les critères obligatoires de sélection des entrepreneurs tels que décrits au point 4.4? Auriez-vous des recommandations à cet égard?
- 5.6 Quelle est votre opinion sur les critères cotés de sélection des entrepreneurs tels que décrits au point 4.4? Êtes-vous d'accord avec la méthode proposée pour évaluer la démonstration (critère coté TC-2F et TC-2A)? Auriez-vous des recommandations à cet égard?
- 5.7 Veuillez indiquer tout renseignement supplémentaire qui, selon vous, pourrait servir à la rédaction d'une DP visant les services décrits dans la présente DDR.

Énoncé des travaux (ÉDT)

CHAMP 1 - SOUS-TITRAGE CODÉ EN FRANÇAIS CANADIEN

1. CONTEXTE

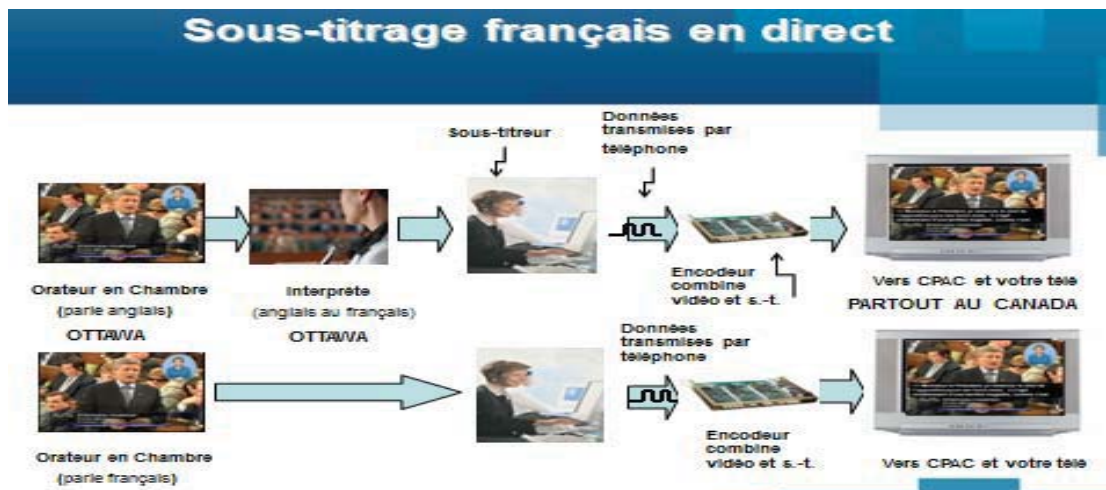
1.1 Depuis septembre 2007, le Bureau de la traduction, qui relève de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), fournit à la Chambre des communes (la Chambre), du Parlement du Canada, des services bilingues de sous-titrage codé (STC) en direct de la période quotidienne de questions diffusée par le service de diffusion Web ParLVU <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr> de la Chambre et sur la Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC) <http://www.cpac.ca/fra>, en anglais sur le canal CC1 et en français sur le canal CC3.

2. BESOIN

2.1 À partir d'une date à déterminer par le chargé de projet, l'entrepreneur doit, au fur et à mesure des besoins, produire en direct et en simultané le STC en français canadien des délibérations quotidiennes de la Chambre (*Initiatives parlementaires, Initiatives ministérielles, Déclarations des députés, Questions orales, Affaires courantes et Motion d'ajournement*) et des comités télédiffusés sur CPAC et/ou ParLVU, ainsi que d'événements spéciaux, tels la lecture du Budget et le discours du Trône.

2.2 L'entrepreneur doit fournir le STC quand la Chambre et ses comités siègent, soit habituellement de la mi-septembre à la mi-décembre, et de la fin janvier à la mi-juin. Le service doit également être fourni en cas de rappel d'urgence de la Chambre, notamment pendant une intersession ou à tout autre moment (fin de semaine, jour férié).

2.3 Le schéma suivant donne, à titre d'exemple, la séquence des activités pour le STC en français canadien par reconnaissance vocale.



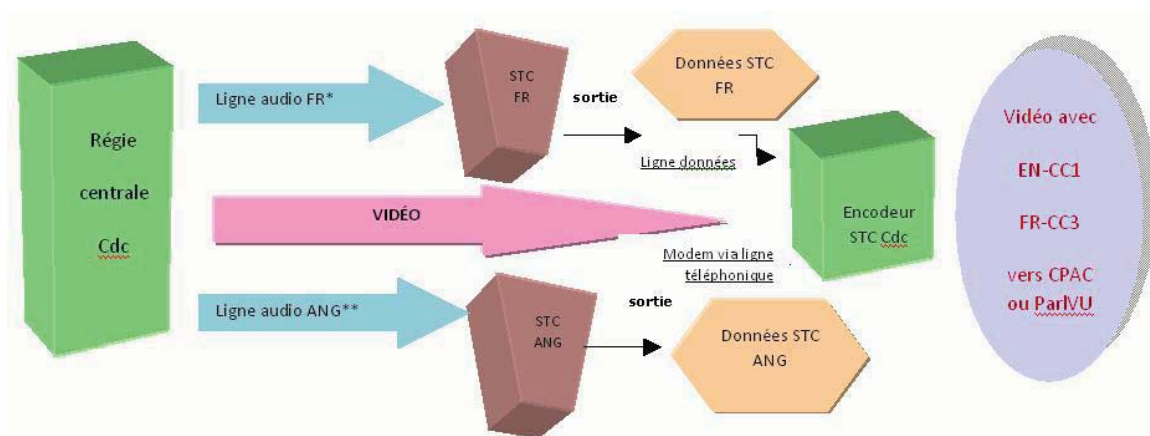
3. ÉLÉMENTS TECHNIQUES DE LA DIFFUSION DU STC

3.1 Résumé du procédé

La Régie centrale de la Chambre (la Régie) émet à l'entrepreneur un signal audio en français ou en anglais, selon la langue que parle l'intervenant ou par le biais de l'interprète sur place. L'aiguillage du signal (parquet et interprète) se fait à la Régie, de sorte que l'entrepreneur n'a à se connecter qu'à un seul lien pour capter ce signal. La Régie reçoit ensuite les sous-titres transmis en continu par l'entrepreneur pour alimenter son encodeur de STC, par le biais d'un modem commuté téléphonique. L'encodeur de STC est programmé pour distribution sur CC1 (anglais) et CC3 (français) vers le réseau de télévision CPAC et vers la diffusion web ParlVU.

3.2 Description détaillée du procédé

Ce schéma comprend le STC bilingue effectué pour la Chambre.



* Intervenant francophone sur le parquet ou interprétation en français de l'orateur anglophone

** Intervenant anglophone sur le parquet ou interprétation en anglais de l'orateur francophone

STC : sous-titrage codé

Cdc : Chambre des communes

3.2.1 Régie

Le signal audio (anglais et français) est offert à partir des locaux de la Chambre à Ottawa sous la forme d'une connexion normalisée à +4dBu. Ce signal audio comprend soit la voix du député parlant la langue d'origine soit celle de l'interprète dans cette même langue. Le signal est de qualité de radiodiffusion et uniforme d'un intervenant à l'autre. La Régie alimente l'événement en direct sur ces voies de sortie, autant pour la Chambre que pour les Comités.

3.2.2 Ligne audio (français)

De concert avec la Régie, l'entrepreneur détermine le moyen par lequel le signal audio de la Chambre lui est envoyé. La Régie transmet le signal sur ligne téléphonique, soit directement ou par le biais d'un encodeur numérique. Tout autre moyen de transmission proposé par l'entrepreneur doit faire l'objet d'une analyse de la part de l'autorité technique.

Les frais d'utilisation de la ligne durant l'événement sont assumés par l'entrepreneur. Au moins quinze (15) minutes avant le début de l'événement, l'entrepreneur se branche à la source audio et confirme qu'un signal s'y trouve (généralement de la musique alimentée par la Régie). Si un signal ne s'y trouve pas quelques minutes avant l'événement, l'entrepreneur appelle le numéro d'urgence technique qui lui sera fourni.

3.2.3 Entrepreneur de STC (français)

L'entrepreneur reçoit le signal transmis par le moyen décrit en **3.2.2** et le distribue vers sa solution de STC. Le signal de STC résultant est produit en continu, sans interruption, avec un délai moyen ne dépassant pas cinq (5) secondes par rapport au signal audio entrant, et conforme à la norme EIA-608.

3.2.4 Données STC (français)

Le STC produit par l'entrepreneur est acheminé vers la Régie sur une ligne dont les frais d'interurbain (si applicables) sont assumés par l'entrepreneur. Les encodeurs de STC utilisés par la Régie sont de marque Evertz et reçoivent le STC par le biais d'une ligne téléphonique (modem). La Régie fournit les lignes téléphoniques dans ses locaux et en assume les frais mensuels de base. Tout autre moyen de transmission proposé par l'entrepreneur doit faire l'objet d'une analyse de la part de l'autorité technique.

3.2.5 Encodeur de STC de la Régie

La Régie utilise un Evertz 8084AD, qui permet l'encodage simultané de deux langues de STC. La norme est CC1 pour le STC anglais et CC3 pour le STC français. L'encodeur reçoit les STC par modem commuté téléphonique uniquement.

3.2.6 Signal vidéo contenant le STC sur CC3

Les délibérations de la Chambre sont diffusées en direct sur CPAC et sur le site Web ParlVU, alors que les séances de comité sont diffusées en direct sur ParlVU. Les séances de comité sont enregistrées par CPAC et diffusées ultérieurement dans le cadre de sa programmation. Voir <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr>. Sur CPAC le délai de diffusion est minime, alors que sur ParlVU il peut aller jusqu'à 60 secondes, comme pour la plupart des diffusions en direct sur Internet.

4. PORTÉE DES TRAVAUX

Nota : *L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits ci-dessous correspondra à ces données.*

4.1 Chambre

4.1.1 Les séances de la Chambre (incluant la période de questions) durent en moyenne huit (8) heures par jour et peuvent parfois s'étirer jusqu'en soirée. Au cours d'une année parlementaire normale (septembre à juin) basée sur 135 jours, il peut donc y avoir environ 1 120 heures de télédiffusion en direct.

4.2 Comités télédiffusés

4.2.1 Seule une partie de l'ensemble des comités est télédiffusée. La décision de télédiffuser est prise par le président du comité, généralement plusieurs jours à l'avance, mais parfois à moins de 24 heures de préavis. Le service de Télédiffusion de la Chambre tient à jour un calendrier hebdomadaire de télédiffusion des comités qui informe tous les intéressés au fur et à mesure que des changements sont annoncés.

4.2.2 Les séances de comités télédiffusées durent deux (2) heures chacune en moyenne et il peut s'en tenir jusqu'à deux (2) simultanément dans diverses salles de comité, plusieurs fois par semaine. Au cours d'une année, il peut donc y avoir environ 700 heures de télédiffusion, ou davantage, le jour et le soir. En général les comités siègent en même temps que la Chambre, cependant il peut arriver qu'un comité soit rappelé à n'importe quel moment de l'année.

4.2.3 Puisque l'horaire de diffusion des comités peut souvent être modifié, parfois sur bref préavis, la Chambre avise tous les intéressés incluant l'entrepreneur de STC de tout changement de dernière minute par le biais des calendriers envoyés par courriel. Les comités peuvent parfois commencer en retard, ou sont prolongés, ou sont interrompus momentanément ou tombent à huis clos. Dans ces cas précis, il incombe à l'entrepreneur de réagir sans délai.

5. TÂCHES DE L'ENTREPRENEUR

Au fur et à mesure des besoins, l'entrepreneur doit assurer le STC de séances (jusqu'à trois simultanément) de la Chambre et de comités, comme suit :

5.1 Pour les délibérations de la Chambre, l'entrepreneur doit :

5.1.1 Au moins quinze (15) minutes avant chaque début de journée de séance, contacter le technicien de la Régie pour établir la communication afin de recevoir le signal audio de la Chambre (ou de CPAC);

5.1.2 recevoir le signal audio français canadien qui provient de la Régie et fournir un lien audio (y compris l'équipement requis) pour transmettre ce signal audio à ses propres installations;

5.1.3 afficher pendant quinze (15) minutes avant le début d'une séance un message annonçant la venue imminente du STC;

***Nota :** Quinze (15) jours avant le début de la session parlementaire, l'autorité technique fournira à l'entrepreneur le libellé du message à diffuser, ainsi que toutes modifications ultérieures à ce message, en cours de contrat.*

5.1.4 effectuer le STC dès que la voix d'un interlocuteur se fait entendre sur le canal audio;

5.1.5 créer le code de sous-titres et l'envoyer à la Régie sur une ligne téléphonique distincte;

5.1.6 sous-titrer sans interruption la totalité (100 %) des séances télédiffusées de la Chambre;

5.1.7 consulter quotidiennement le calendrier des travaux parlementaires à <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr>, afin de prévoir les ressources nécessaires pour répondre à la demande et à tout changement de dernière minute (retard, annulation, prolongement, interruption, huis clos, etc.).

5.2 Pour les séances de comité, l'entrepreneur doit :

- 5.2.1** consulter le calendrier des travaux parlementaires à <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr> de même que l'horaire de réunions des comités télévisés, que lui fournira l'autorité technique et qui peut être modifié jusqu'à 18 h (heure de l'Est, ou heure avancée de l'Est, selon le cas) la veille, afin de prévoir les ressources nécessaires pour répondre à la demande et à tout changement de dernière minute (ajout, retard, annulation, prolongement, etc.);
- 5.2.2** pour chaque séance de comité, établir la communication audio et la communication de STC avec les équipements de la salle d'où provient le comité, par le biais des lignes téléphoniques dédiées;
- 5.2.3** recevoir le signal audio français et fournir un lien audio (y compris l'équipement requis) pour transmettre ce signal audio à ses propres installations;
- 5.2.4** afficher pendant quinze (15) minutes avant le début d'une séance un message annonçant la venue imminente du STC;
- 5.2.5** effectuer le STC dès que la voix d'un interlocuteur se fait entendre sur le canal audio;
- 5.2.6** faire parvenir le code de sous-titres et l'envoyer à l'appareil d'encodage sur la ligne téléphonique distincte;
- 5.2.7** sous-titrer sans interruption la totalité (100 %) de la séance du comité;

6. CRITÈRES DE QUALITÉ

Les sous-titres produits par l'entrepreneur doivent respecter les critères suivants :

6.1 Débit

La solution de STC doit permettre de suivre le débit d'élocution des intervenants pour assurer le synchronisme.

6.2 Affichage

Sur trois (3) lignes en déroulement séquentiel ascendant (*roll-up*) juste au-dessus de l'encadré graphique de la Chambre situé au bas de l'écran (qui indique le nom, le titre, l'affiliation politique et la circonscription de l'intervenant) en français sur CC3.

***Nota :** C'est la Régie qui insère l'encadré graphique. Les sous-titres ne doivent pas cacher l'information que contient l'encadré.*

6.3 Délai

Ne doit pas dépasser en moyenne cinq (5) secondes pendant toute une séance.

Par « délai » s'entend le temps écoulé entre les paroles prononcées en français canadien ou en anglais canadien durant la séance en direct (par les intervenants sur le parquet ou l'interprète) et l'affichage des sous-titres sur les écrans de contrôle de la Régie, avant leur diffusion.

6.4 Exactitude de bout en bout

Au moins 90 % si la technologie utilisée par l'entrepreneur est la sténotypie, et au moins 80 % si la technologie utilisée est la reconnaissance vocale.

***Nota :** Le Canada effectuera les contrôles ponctuels nécessaires pour assurer le respect de ces exigences.*

Par « exactitude de bout en bout » s'entend la mesure de l'intégrité des mots prononcés comme tels à la Chambre (par les intervenants sur le parquet ou l'interprète) par rapport à ceux figurant dans les sous-titres. Les erreurs peuvent comprendre : des fautes d'orthographe, des noms incorrects, des erreurs de ponctuation, des homophones et mots substitués, omis ou insérés. L'exactitude de bout en bout équivaut au nombre de mots affichés correctement par rapport au nombre total de mots prononcés. La reformulation ou la substitution de mots qui vise à faciliter la rédaction de sous-titres corrects et intelligibles ne sera pas considérée comme une erreur.

6.5 Accents en français et ponctuation

Selon les règles grammaticales énoncées dans le *Guide du rédacteur de l'administration fédérale* (accessible gratuitement sur Internet, à l'adresse http://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2guides/guides/redac/index-fra.html?lang=fra&lettr=chap_catlog).

6.6 Majuscules et minuscules

Selon les normes reconnues du *Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)* en français canadien.

6.7 Changement d'intervenant

Doit être indiqué par >>

6.8 Omissions

Doivent être indiquées par [---]

6.9 Couleur du texte

Sous-titres blancs superposés sur l'image.

6.10 Représentation des nombres en chiffres

Années : 2013

Devises : 40 \$

Pourcentages : 10 %

Projets de loi : C-45

6.11 Descripteurs d'ambiance

Descripteurs d'ambiance (rires, silence, applaudissements, bruit ou problèmes techniques) insérés à l'endroit approprié.

6.12 Interventions de l'interprète

Mention « Voix de l'interprète » au début de l'intervention.

7. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

L'entrepreneur doit :

7.1 assumer la totalité des frais téléphoniques et des appels interurbains encourus à partir de ses installations;

7.2 prendre les dispositions nécessaires pour assurer le service en tout temps lorsque le Parlement siège, sur bref préavis;

7.3 aviser immédiatement l'autorité technique de tout problème technique pouvant nuire à la diffusion des sous-titres et mettre le chargé de projet en cc.

Nota : La Régie maintiendra un niveau audio constant, mais des facteurs échappant à son contrôle (p.ex. intervenant qui ne fait pas face à son micro; environnement bruyant ou intervenant qui parle dans sa

langue seconde avec un fort accent) pourraient influencer sur la qualité du son. L'entrepreneur devra être en mesure de composer avec ce type de contrainte.

8. RESSOURCES

8.1 Sous-titreurs

Depuis septembre 2009 jusqu'à la fermeture de la demande de propositions, chaque sous-titreur proposé doit avoir acquis, au moins six (6) mois d'expérience du STC en français canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens. Nota : un (1) mois est équivalent à cinquante (50) heures de STC.

Les renseignements suivants doivent être fournis au chargé de projet comme preuve que le sous-titreur proposé répond aux exigences ci-dessus.

- 1) le nombre d'heures d'expérience du STC en français canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens;
- 2) depuis septembre 2009, la durée de chaque période où l'entrepreneur a été appelé à fournir les services en 1), exprimée par la date de début (mois/année) et la date de fin (mois/année);
- 3) pour chaque organisme client auquel des services de STC en direct ont été fournis pendant la ou les périodes indiquées au point 2) ci-dessus :
 - i le nom de l'organisme client;
 - ii le nom d'un responsable à contacter;
 - iii un numéro de téléphone ou une adresse de courriel permettant de joindre ce responsable;
 - iv le titre de l'émission française canadienne pour laquelle le soumissionnaire a fourni ses services de STC en direct.

Énoncé des travaux (ÉDT)

CHAMP 2 - SOUS-TITRAGE CODÉ EN ANGLAIS CANADIEN

1. CONTEXTE

1.1 Depuis septembre 2007, le Bureau de la traduction, qui relève de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), fournit à la Chambre des communes (la Chambre), du Parlement du Canada, des services bilingues de sous-titrage codé (STC) en direct de la période quotidienne de questions diffusée par le service de diffusion Web ParlVU <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr> de la Chambre et sur la Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC) <http://www.cpac.ca/fra>, en anglais sur le canal CC1 et en français sur le canal CC3.

2. BESOIN

2.1 À partir d'une date à déterminer par le chargé de projet, l'entrepreneur doit, au fur et à mesure des besoins, produire en direct et en simultanément le sous-titrage en anglais des délibérations quotidiennes de la Chambre (*Initiatives parlementaires, Initiatives ministérielles, Déclarations des députés, Questions orales, Affaires courantes et Motion d'ajournement*) et des comités télédiffusés sur CPAC et/ou ParlVU, ainsi que d'événements spéciaux, tels la lecture du Budget et le discours du Trône.

2.2 L'entrepreneur doit fournir le STC quand la Chambre et ses comités siègent, soit habituellement de la mi-septembre à la mi-décembre, et de la fin janvier à la mi-juin. Le service doit également être fourni en cas de rappel d'urgence de la Chambre, notamment pendant une intersession ou à tout autre moment (fin de semaine, jour férié).

2.3 Le schéma suivant donne, à titre d'exemple, la séquence des activités pour le sous-titrage anglais canadien par sténotypie.



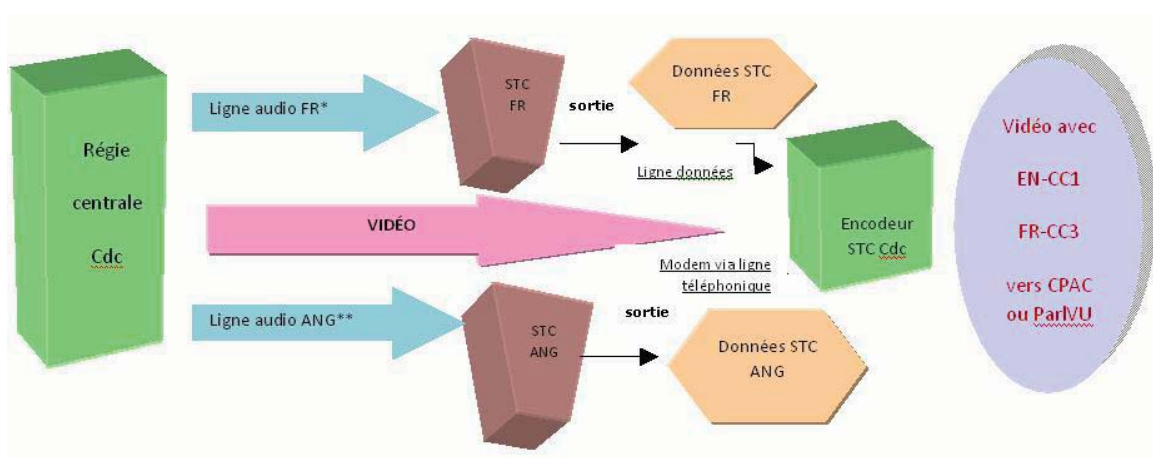
3. ÉLÉMENTS TECHNIQUES DE LA DIFFUSION DU STC

3.1 Résumé du procédé

La régie centrale de la Chambre (la Régie) émet à l'entrepreneur un signal audio en français ou en anglais, selon la langue que parle l'intervenant ou par le biais de l'interprète sur place. L'aiguillage du signal (parquet et interprète) se fait à la Régie, de sorte que l'entrepreneur n'a à se connecter qu'à un seul lien pour capter ce signal. La Régie reçoit ensuite les sous-titres transmis en continu par l'entrepreneur pour alimenter son encodeur de STC, par le biais d'un modem commuté téléphonique. L'encodeur de STC est programmé pour distribution sur CC1 (anglais) et CC3 (français) vers le réseau de télévision CPAC et vers la diffusion web ParlVU.

3.2 Description détaillée du procédé

Ce schéma comprend le sous-titrage bilingue effectué pour la Chambre.



* Intervenant francophone sur le parquet ou interprétation en français de l'orateur anglophone

** Intervenant anglophone sur le parquet ou interprétation en anglais de l'orateur francophone

STC : sous-titrage codé

Cdc : Chambre des communes

3.2.1 Régie

Le signal audio (anglais et français) est offert à partir des locaux de la Chambre à Ottawa sous la forme d'une connexion normalisée à +4dBu. Ce signal audio comprend soit la voix du député parlant la langue d'origine soit celle de l'interprète dans cette même langue. Le signal est de qualité de radiodiffusion et uniforme d'un intervenant à l'autre. La Régie alimente l'événement en direct sur ces voies de sortie, autant pour la Chambre que pour les Comités.

3.2.2 Ligne audio (anglais)

De concert avec la Régie, l'entrepreneur détermine le moyen par lequel le signal audio de la Chambre lui est envoyé. La Régie transmet le signal sur ligne téléphonique, soit directement ou par le biais d'un encodeur numérique. Tout autre moyen de transmission proposé par l'entrepreneur doit faire l'objet d'une analyse de la part de l'autorité technique.

Les frais d'utilisation de la ligne durant l'événement sont assumés par l'entrepreneur. Au moins

quinze (15) minutes avant le début de l'événement, l'entrepreneur se branche à la source audio et confirme qu'un signal s'y trouve (généralement de la musique alimentée par la Régie). Si un signal ne s'y trouve pas quelques minutes avant l'événement, l'entrepreneur appelle le numéro d'urgence technique qui lui sera fourni.

3.2.3 Entrepreneur de STC (anglais)

L'entrepreneur reçoit le signal transmis par le moyen décrit en b) et le distribue vers sa solution de STC. Le signal de STC résultant est produit en continu, sans interruption, avec un délai moyen ne dépassant pas cinq (5) secondes par rapport au signal audio entrant, et conforme à la norme EIA-608.

3.2.4 Données STC (anglais)

Le STC produit par l'entrepreneur est acheminé vers la Régie sur une ligne dont les frais d'interurbain (si applicables) sont assumés par l'entrepreneur. Les encodeurs de STC utilisés par la Régie sont de marque Evertz et reçoivent le STC par le biais d'une ligne téléphonique (modem). La Régie fournit les lignes téléphoniques dans ses locaux et en assume les frais mensuels de base. Tout autre moyen de transmission proposé par l'entrepreneur doit faire l'objet d'une analyse de la part de l'autorité technique.

3.2.5 Encodeur de STC de la Régie

La Régie utilise un Evertz 8084AD, qui permet l'encodage simultané de deux langues de STC. La norme est CC1 pour le STC anglais et CC3 pour le STC français. L'encodeur reçoit les STC par modem commuté téléphonique uniquement.

3.2.6 Signal vidéo contenant le STC sur CC1

Les délibérations de la Chambre sont diffusées en direct sur CPAC et sur le site Web ParlVU, alors que les séances de comité sont diffusées en direct sur ParlVU. Les séances de comité sont enregistrées par CPAC et diffusées ultérieurement dans le cadre de sa programmation. Voir <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr>. Sur CPAC le délai de diffusion est minime, alors que sur ParlVU il peut aller jusqu'à 60 secondes, comme pour la plupart des diffusions en direct sur Internet.

4. PORTÉE DES TRAVAUX

***Nota :** L'inclusion de données volumétriques dans ce document ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services décrits dans la Demande de propositions correspondra à ces données.*

4.1 Chambre

Les séances de la Chambre (incluant la période de questions) durent en moyenne huit heures par jour et peuvent parfois s'étirer jusqu'en soirée. Au cours d'une année parlementaire normale (septembre à juin) basée sur 135 jours, il peut donc y avoir environ 1 120 heures de télédiffusion en direct.

4.2 Comités télédiffusés

4.2.1 Seule une partie de l'ensemble des comités est télédiffusée. La décision de télédiffuser est prise par le président du comité, généralement plusieurs jours à l'avance, mais parfois à moins de 24 heures de préavis. Le service de Télédiffusion de la Chambre tient à jour un calendrier hebdomadaire de télédiffusion des comités qui informe tous les intéressés au fur et à mesure que des changements sont annoncés.

4.2.2 Les séances de comités télédiffusées durent deux heures chacune en moyenne et il peut s'en tenir jusqu'à deux simultanément dans diverses salles de comité, plusieurs fois par semaine. Au cours d'une année, il peut donc y avoir environ 700 heures de télédiffusion, ou davantage, le jour et le soir. En général les comités siègent en même temps que la Chambre, cependant il peut arriver qu'un comité soit rappelé à n'importe quel moment de l'année.

4.2.3 Puisque l'horaire de diffusion des comités peut souvent être modifié, parfois sur bref préavis, la Chambre avise tous les intéressés incluant l'entrepreneur de STC de tout changement de dernière minute par le biais des calendriers envoyés par courriel. Les comités peuvent parfois commencer en retard, ou sont prolongés, ou sont interrompus momentanément ou tombent à huis clos. Dans ces cas précis, il incombe à l'entrepreneur de réagir sans délai.

5. TÂCHES DE L'ENTREPRENEUR

Au fur et à mesure des besoins, l'entrepreneur doit assurer le sous-titrage de séances (jusqu'à trois simultanément) de la Chambre et de comités, comme suit :

5.1 Pour les délibérations de la Chambre, l'entrepreneur doit :

5.1.1 contacter le technicien de la Régie avant chaque le début de journée de séance pour établir la communication afin de recevoir le signal audio de la Chambre (ou de CPAC);

5.1.2 recevoir le signal audio anglais canadien qui provient de la Régie et fournir un lien audio (y compris l'équipement requis) pour transmettre ce signal audio à ses propres installations;

5.1.3 afficher pendant quinze (15) minutes avant le début d'une séance un message annonçant la venue imminente du sous-titrage;

***Nota :** Quinze jours avant le début de la session parlementaire, l'autorité technique fournira à l'entrepreneur retenu le libellé du message à diffuser, ainsi que toutes modifications ultérieures à ce message en cours de contrat.*

5.1.4 effectuer le sous-titrage dès que la voix d'un interlocuteur se fait entendre sur le canal audio;

5.1.5 créer le code de sous-titres et l'envoyer à la Régie sur une ligne téléphonique distincte;

5.1.6 sous-titrer sans interruption la totalité (100 %) des séances télédiffusées de la Chambre;

5.1.7 consulter quotidiennement le calendrier des travaux parlementaires à <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr&Language=E>, afin de prévoir les ressources nécessaires pour répondre à la demande et à tout changement de dernière minute (retard, annulation, prolongement, interruption, huis clos, etc.).

5.2 Pour les séances de comité, l'entrepreneur doit :

5.2.1 consulter le calendrier des travaux parlementaires à <http://parlvu.parl.gc.ca/parlvu/upcomingevents.aspx?lang=fr&Language=E> de même que l'horaire de réunions des comités télévisés, que lui fournira l'autorité technique et qui peut être modifié jusqu'à 18 h (heure de l'Est, ou heure avancée de l'Est, selon le cas) la veille, afin de prévoir les ressources nécessaires pour répondre à la demande et à tout changement de dernière minute (ajout, retard, annulation, prolongement, etc.);

5.2.2 pour chaque séance de comité, établir la communication audio et la communication de STC avec les équipements de la salle d'où provient le comité, par le biais des lignes téléphoniques dédiées;

5.2.3 recevoir le signal audio anglais et fournir un lien audio (y compris l'équipement requis) pour transmettre ce signal audio à ses propres installations;

5.2.4 afficher pendant quinze (15) minutes avant le début d'une séance un message annonçant la venue imminente du sous-titrage;

5.2.5 effectuer le sous-titrage dès que la voix d'un interlocuteur se fait entendre sur le canal audio;

5.2.6 faire parvenir le code de sous-titres et l'envoyer à l'appareil d'encodage sur la ligne téléphonique distincte;

5.2.7 sous-titrer sans interruption la totalité (100 %) de la séance du comité;

6. CRITÈRES DE QUALITÉ

Les sous-titres produits par l'entrepreneur doivent respecter les critères suivants :

6.1 Débit

La solution de sous-titrage doit permettre de suivre le débit d'élocution des intervenants pour assurer le synchronisme;

6.2 Affichage

Sur trois lignes en déroulement séquentiel ascendant (roll-up) juste au-dessus de l'encadré graphique de la Chambre situé au bas de l'écran (qui indique le nom, le titre, l'affiliation politique et la circonscription de l'intervenant) en anglais sur CC1.

***Nota :** C'est la Régie qui insère l'encadré graphique. Les sous-titres ne doivent pas cacher l'information que contient l'encadré.*

6.3 Délai

Ne doit pas dépasser en moyenne cinq (5) secondes pendant toute une séance.

Par " délai " s'entend le temps écoulé entre les paroles prononcées en anglais canadien ou en anglais canadien durant la séance en direct (par les intervenants sur le parquet ou l'interprète) et l'affichage des sous-titres sur les écrans de contrôle de la Régie, avant leur diffusion.

6.4 Exactitude de bout en bout

Au moins 90 % si la technologie utilisée par l'entrepreneur est la sténotypie, et 80 % si la technologie utilisée est la reconnaissance vocale.

***Nota :** Le Canada effectuera les contrôles ponctuels nécessaires pour assurer le respect de ces exigences.*

Par " exactitude de bout en bout " s'entend la mesure de l'intégrité des mots prononcés comme tels à la Chambre (par les intervenants sur le parquet ou l'interprète) par rapport à ceux figurant dans les sous-titres. Les erreurs peuvent comprendre : des fautes d'orthographe, des noms incorrects, des erreurs de ponctuation, des homophones et mots substitués, omis ou insérés. L'exactitude de bout en bout équivaut au nombre de mots affichés correctement par rapport au nombre total de mots prononcés. La reformulation ou la substitution de mots qui vise à faciliter la rédaction de sous-titres corrects et intelligibles ne sera pas considérée comme une erreur.

6.5 Ponctuation

Selon les règles grammaticales énoncées dans le Canadian Style - A Guide to Writing and Editing (accessible gratuitement à <http://www.btb.termiumpius.gc.ca/tpv2guides/guides/tcdnstyl/index-eng.html?lang=eng>

6.6 Majuscules et minuscules

Selon les normes reconnues du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en anglais canadien.

6.7 Changement d'intervenant

Doit être indiqué par >>

6.8 Omissions

Doivent être indiquées par [---]

6.9 Couleur du texte

Sous-titres blancs superposés sur l'image.

6.10 Représentation des nombres en chiffres

Par exemple :

années : 2013

devises : \$40

pourcentages : 10%

projets de loi : C-45

6.11 Descripteurs d'ambiance

Descripteurs d'ambiance (rires, silence, applaudissements, bruit ou problèmes techniques) insérés à l'endroit approprié.

6.12 Interventions de l'interprète

Mention « Voix de l'interprète » au début de l'intervention.

7. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

L'entrepreneur doit :

7.1 assumer la totalité des frais téléphoniques et des appels interurbains encourus à partir de ses installations;

7.2 prendre les dispositions nécessaires pour assurer le service en tout temps lorsque le Parlement siège, sur bref préavis;

7.3 aviser immédiatement l'autorité technique de tout problème technique pouvant nuire à la diffusion des sous-titres et mettre le chargé de projet en cc.

***Nota :** La Régie maintiendra un niveau audio constant, mais des facteurs échappant à son contrôle (p.ex. intervenant qui ne fait pas face à son micro; environnement bruyant ou intervenant qui parle dans sa langue seconde avec un fort accent) pourraient influencer sur la qualité du son. L'entrepreneur devra être en mesure de composer avec ce type de contrainte.*

8. RESSOURCES

8.1 Sous-titreurs

Depuis septembre 2009 jusqu'à la fermeture de la demande de propositions, chaque sous-titreur proposé doit avoir acquis, au moins six (6) mois d'expérience du STC en anglais canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens. Nota : un (1) mois est équivalent à cinquante (50) heures de STC.

Les renseignements suivant doivent être fournis au chargé de projet comme preuve que le sous-titreur proposé répond aux exigences ci-dessus.

- 1) le nombre d'heures d'expérience du STC en anglais canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens;
- 2) depuis septembre 2009, la durée de chaque période où l'entrepreneur a été appelé à fournir les services en 1), exprimée par la date de début (mois/année) et la date de fin (mois/année);
- 3) pour chaque organisme client auquel des services de STC en direct ont été fournis pendant la ou les périodes indiquées au point 2) ci-dessus :
 - i. le nom de l'organisme client;
 - ii. le nom d'un responsable à contacter;
 - iii. un numéro de téléphone ou une adresse de courriel permettant de joindre ce responsable;
 - iv. le titre de l'émission en anglais canadien pour laquelle le soumissionnaire a fourni ses services de STC en direct.

CRITÈRES TECHNIQUES

CHAMP 1 - SOUS-TITRAGE CODÉ EN FRANÇAIS CANADIEN

1.1.1 Critères techniques obligatoires (TO)

Les soumissions doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.

Numéro	Critères techniques obligatoires	Instructions concernant la préparation des soumissions
TO 1F	<p>Depuis septembre 2007 jusqu'à la fermeture de la présente demande de propositions, le soumissionnaire doit avoir acquis un minimum de quatre (4) années d'expérience du sous-titrage en français canadien d'émissions télédiffusées en direct (en temps réel) sur des réseaux canadiens.</p> <p>Pour fin d'évaluation du critère TO 1F, une année est équivalente à 12 mois.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements ci-dessous pour clairement démontrer qu'il satisfait au critère TO 1F.</p> <ol style="list-style-type: none">1) le nombre d'années d'expérience du sous-titrage en français canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens;2) la période depuis septembre 2007 jusqu'à la fermeture de cette demande de propositions (de année/mois à année/mois);3) pour chaque* client à qui des services de sous-titrage en direct ont été fournis pendant la période indiquée au point 2) ci-dessus :<ol style="list-style-type: none">i le nom du client;ii le nom d'un responsable à contacter (avec son numéro de téléphone ou adresse courriel); etiii le titre de l'émission en français canadien pour laquelle le soumissionnaire a fourni ses services de sous-titrage en direct. <p>* Jusqu'à un maximum de trois références. Si le soumissionnaire fournit davantage, seules les trois premières seront évaluées.</p> <p>Voir la Pièce jointe 3 de la partie 4 pour une liste des questions qui peuvent être posées pour vérifier les références.</p>

Numéro	Critères techniques obligatoires	Instructions concernant la préparation des soumissions
TO 2F	Le soumissionnaire doit décrire en détail sa “solution” proposée pour produire en direct et en simultané, au fur et à mesure des besoins, le sous-titrage en français canadien des délibérations quotidiennes de la Chambre des communes et des comités télédiffusées sur CPAC et ParlVU, ainsi que d’événements spéciaux, tels la lecture du Budget et le discours du Trône.	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements ci-dessous pour clairement démontrer qu’il satisfait au critère TO 2F.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La description de la “solution” proposée doit comprendre : <ol style="list-style-type: none"> i. Le genre de technologie utilisée ii. Le fonctionnement (avec illustration(s)) de la technologie iii. La façon dont la technologie est tenue à jour (p. ex. bases de données) iv. L’endroit (locaux) à partir duquel la technologie est utilisée (p. ex. cabine insonorisée, bureau, etc.) v. Le nombre minimum de ressources exigées pour assurer l’utilisation efficace de la technologie et leur rôle respectif
TO 3F	Le soumissionnaire doit disposer d’un plan de contingence en cas de panne de tout élément de sa solution de sous-titrage afin de garantir la disponibilité et la continuité des services.	<p>Pour clairement démontrer qu’il satisfait au critère TO 3F, le soumissionnaire doit fournir son plan de contingence qui comprend au minimum les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Équipement - Processus que le soumissionnaire mettra en place lorsque son équipement fait défaut. 2) Personnel - Processus que le soumissionnaire mettra en place pour assurer la disponibilité de son personnel selon le besoin; en cas de service prolongé (soir/fin de semaine/jour férié); et en cas de maladie. 3) Contrôle de la qualité - Processus que le soumissionnaire mettra en place pour assurer le contrôle de la qualité. <p>Les éléments 1), 2) et 3) doivent être appropriés au besoin, réalisables et énoncés en détail.</p>

1.1.2 Critères techniques cotés (TC) et Démonstration

- a) Les soumissions qui satisfont à tous les critères techniques obligatoires mentionnés ci-dessus seront évaluées et cotées selon les critères d'évaluation suivants :

Critères techniques cotés	Nombre de points minimums requis	Nombre de points maximums
TC 1F Expérience du soumissionnaire	0	60
TC 2F Démonstration des sous-titres en français canadien	84,5 points minimums x 4 échantillons = 338 points	179 points maximums x 4 échantillons = 716 points
TC 2.1F Débit		
TC 2.2F Délai		
TC 2.3F Affichage		
TC 2.4F Exactitude de bout en bout		
TC 2.5F Accents en français écrit et ponctuation		
TC 2.6F Majuscules et minuscules		
TC 2.7F Changements d'intervenant		
TC 2.8F Omissions		
TC 2.9F Couleur du texte		
TC 2.10F Représentation des nombres en chiffres		
TC 2.11F Descripteurs d'ambiance		
TC 2.12F Interventions de l'interprète		
NOTE GLOBALE	338	776

- b) Le soumissionnaire doit démontrer une compréhension des tâches et de l'approche visant à leur réalisation. Pour permettre d'obtenir le nombre maximal de points, il doit élaborer afin de démontrer clairement et concrètement comment il répond aux critères afin de se voir attribuer les points. Le fait de simplement répéter ce qui est décrit dans la demande de propositions est insuffisant.

TC 1F EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**Nombre de points minimums requis : 0 point****Nombre de points maximums : 60 points**

Critère technique coté	Instructions pour la soumission	Pondération (Points)
<p>Outre les quatre (4) années d'expérience exigées au critère TO 1F, le soumissionnaire devrait démontrer le nombre d'années d'expérience additionnelles qu'il a acquises du sous-titrage en français canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens.</p> <p>Pour fin d'évaluation du critère TC 1F, une année est équivalente à 12 mois.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements ci-dessous pour clairement démontrer qu'il satisfait au critère TC 1F :</p> <ol style="list-style-type: none">1) le nombre d'années d'expérience additionnelle du sous-titrage en français canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens;2) la période (de année/mois à année/mois);3) pour chaque* client auquel des services sous-titrage en direct ont été fournis pendant la période indiquée au point 2) ci-dessus :<ol style="list-style-type: none">i le nom du client;ii le nom d'un responsable à contacter (avec son numéro de téléphone ou adresse courriel) ;iii le titre de l'émission en français canadien pour laquelle le soumissionnaire a fourni ses services de sous-titrage en direct. <p>* Jusqu'à un maximum de trois références. Si le soumissionnaire en fournit davantage, seules les trois premières seront évaluées.</p> <p>Voir la Pièce jointe 3 de la partie 4 pour une liste des questions qui peuvent être posées pour vérifier les références.</p>	<p>Pour chaque année d'expérience additionnelle (en plus des quatre années d'expérience exigées à TO 1F) = 10 points</p> <p>Maximum : 60 points</p>

TC 2F DÉMONSTRATION DES SOUS-TITRES EN FRANÇAIS CANADIEN

Le soumissionnaire devra démontrer par une démonstration à distance que les sous-titres en français canadien qu'il produit actuellement en direct répondent aux critères énoncés ci-après.

Nombre de points minimums requis par échantillon : 84.5 points
Nombre de points maximums par échantillon : 179 points

Le soumissionnaire aura à sous-titrer en direct et en circuit fermé avec l'équipe d'évaluation, quatre échantillons d'événements différents :

- un échantillon de la période de questions en Chambre (30 minutes)
- trois échantillons en provenance des débats en Chambre et de comités de la Chambre (15 minutes chacun) pour un total de 45 minutes de tests.

Il y aura une pause de dix minutes entre chaque échantillon. Chaque échantillon sera évalué individuellement selon les critères cotés ci-dessous.

Procédure d'évaluation :

Au moment convenu par les deux parties, le test se fera comme suit :

- la Régie enverra le signal audio au soumissionnaire sur une ligne téléphonique (signal audio sans altération ou signal audio codé par un appareil numérique);
- le soumissionnaire procédera au sous-titrage en direct de ce signal audio;
- le code de sous-titrage résultant sera envoyé en direct sur la seconde ligne téléphonique.

Nota : Il n'y aura pas d'envoi de signal vidéo au soumissionnaire.

Pendant ce temps l'équipe d'évaluation :

- recevra le signal de sous-titrage codé en direct sur la seconde ligne téléphonique. Le signal sera envoyé vers l'encodeur de sous-titrage pour superposition au signal vidéo;
- procédera au visionnement du sous-titrage en direct sur un moniteur vidéo, montrant l'image et le son en direct, ainsi que le sous-titrage codé envoyé par le soumissionnaire; et
- enregistra la démonstration pour fin d'évaluation.

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.1F	Débit	Devra suivre le débit d'élocution des intervenants.	<p>Le débit d'élocution des intervenants a été suivi = 50 points</p> <p>Jusqu'à trois fois le débit d'élocution des intervenants n'a pas été suivi = 25 points</p> <p>Plus que trois fois le débit d'élocution des intervenants n'a pas été suivi = 0 points</p> <p>Maximum : 50 points</p>

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.2F	Délai	Devra assurer le synchronisme entre le moment où les propos sont exprimés et celui où les sous-titres apparaissent à l'écran.	Un délai maximum de cinq secondes = 20 points Un délai de six secondes = 10 points Un délai de sept secondes ou plus = 0 point Maximum : 20 points
TC 2.3F	Affichage (positionnement)	Devra afficher sur trois lignes en déroulement séquentiel ascendant (<i>roll-up</i>) à l'endroit exact exigé par la Régie sur l'image vidéo, soit juste au-dessus de l'encadré graphique situé au bas de l'écran (qui indique le nom, le titre, l'affiliation politique et la circonscription de l'intervenant).	Afficher sur trois lignes = 3 points Afficher en déroulement séquentiel ascendant = 3 points Afficher au-dessus de l'encadré graphique = 3 points Maximum : 9 points
TC 2.4F	Exactitude de bout en bout	Devra assurer l'intelligibilité du message, l'exactitude de bout en bout. Le soumissionnaire sera évalué selon la méthode utilisé qui est soit la sténotypie ou la reconnaissance vocale. Par « exactitude de bout en bout » s'entend la mesure de l'intégrité des mots prononcés comme tels à la Chambre (par les intervenants sur le parquet ou l'interprète) par rapport à ceux figurant dans les sous-titres. Les erreurs peuvent comprendre : des fautes d'orthographe, des noms incorrects, des homophones et mots substitués, omis ou insérés. La reformulation ou la substitution de mots qui vise à faciliter la rédaction de sous-titres corrects et intelligibles ne sera pas considérée comme une erreur. La formule qui sera utilisée pour atteindre le	<u>Sténotypie</u> 100 à 90 % = 20 points 80 à 89 % = 10 points 79 % ou moins = 0 point OU <u>Reconnaissance vocale</u> 100 à 80 % = 20 points 70 à 79 % = 10 points 69 ou moins % = 0 point Maximum : 20 points

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
		pourcentage de l'exactitude de bout en bout sera : Le nombre de mots affichés correctement divisé par le nombre de mots prononcés multiplié par 100.	
TC 2.5F	Accents en français écrit et ponctuation	Devra utiliser les accents en français et la ponctuation selon les règles grammaticales énoncées dans la dernière édition du Guide du rédacteur de l'administration fédérale	<u>Accents en français écrit</u> Aucune erreur = 5 points Jusqu'à trois erreurs = 2.5 points Quatre erreurs ou plus = 0 point ET <u>Ponctuation</u> Aucune erreur = 5 points Jusqu'à trois erreurs = 2.5 points Quatre erreurs ou plus = 0 point Maximum : 10 points
TC 2.6F	Majuscules et minuscules	Devra utiliser les majuscules et les minuscules selon les normes reconnues du <i>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)</i> en français canadien.	Conforme aux normes du CRTC = 10 points Non conforme aux normes du CRTC jusqu'à deux fois = 5 points Non conforme aux normes du CRTC trois fois ou plus = 0 point Maximum : 10 points

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.7F	Changement d'intervenant	Devra indiquer le changement d'intervenant par le symbole >>	<p>Tous les changements d'intervenants sont indiqués par le symbole >> = 10 pts</p> <p>Omis d'indiquer le changement d'intervenant par le symbole >> jusqu'à deux fois = 5 points</p> <p>A omis d'indiquer le changement d'intervenant par le symbole >> trois fois ou plus = 0 point</p> <p>Les changements d'intervenants sont soit indiqués par un autre symbole ou ne sont pas indiqués par le symbole >> = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>
TC 2.8F	Omissions	Devra indiquer les propos inaudibles par le symbole [---]	<p>Tous les propos inaudibles sont indiqués par le symbole [---] = 10 points</p> <p>A omis d'indiquer les propos inaudibles indiqués par le symbole [---] jusqu'à deux fois = 5 points</p> <p>A omis d'indiquer les propos inaudibles indiqués par le symbole [---] trois fois ou plus = 0 point</p> <p>Les propos inaudibles sont indiqués par un autre symbole ou ne sont pas indiqués par le symbole [---] = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>
TC 2.9F	Couleur du texte	Devra indiquer les sous-titres en caractères blancs superposés sur l'image.	<p>Les sous-titres sont en caractères blancs superposés sur l'image = 10 points</p> <p>Les sous-titres ne sont pas en caractères blancs superposés sur l'image = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.10F	Représentation des nombres en chiffres	Devra représenter les nombres en chiffres comme suit : années : 2013 devises : 40 \$ pourcentages : 10 % projets de loi : C-45	Tous les nombres en chiffres sont bien représentés = 10 points Jusqu'à deux erreurs = 5 points Trois erreurs ou plus = 0 point Maximum : 10 points
TC 2.11F	Descripteurs d'ambiance	Devra intégrer les descripteurs d'ambiance. Voici des exemples : rires, silence, applaudissements, bruit ou problèmes techniques.	Les descripteurs d'ambiance sont intégrés en totalité = 10 points Les descripteurs d'ambiance n'ont pas été intégrés jusqu'à deux fois = 5 points Les descripteurs d'ambiance n'ont pas été intégrés trois fois ou plus = 0 point Maximum : 10 points
TC 2.12F	Interventions de l'interprète	Devra afficher « Voix de l'interprète » au début de l'intervention de l'interprète.	L'intervention de l'interprète est toujours indiquée par « Voix de l'interprète » = 10 points L'intervention de l'interprète indiquée par « Voix de l'interprète » n'a pas été affichée jusqu'à deux fois = 5 points L'intervention de l'interprète indiquée par « Voix de l'interprète » n'a pas été affichée trois fois ou plus = 0 point Maximum : 10 points

CRITÈRES TECHNIQUES

CHAMP 2 - SOUS-TITRAGE CODÉ EN ANGLAIS CANADIEN

2.1.1 Critères techniques obligatoires (TO)

Les soumissions doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.

Numéro	Critères techniques obligatoires	Instructions concernant la préparation des soumissions
TO 1A	<p>Depuis septembre 2007 jusqu'à la fermeture de la présente demande de propositions, le soumissionnaire doit avoir acquis un minimum de quatre (4) années d'expérience du sous-titrage en anglais canadien d'émissions télédiffusées en direct (en temps réel) sur des réseaux canadiens.</p> <p>Pour fin d'évaluation du critère TO 1A, une année est équivalente à 12 mois.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements ci-dessous pour clairement démontrer qu'il satisfait au critère TO 1A.</p> <ol style="list-style-type: none">1) le nombre d'années d'expérience du sous-titrage en anglais canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens;2) la période depuis septembre 2007 jusqu'à la fermeture de cette demande de propositions (de année/mois à année/mois);3) pour chaque* client à qui des services de sous-titrage en direct ont été fournis pendant la période indiquée au point 2) ci-dessus :<ol style="list-style-type: none">i le nom du client;ii le nom d'un responsable à contacter (avec son numéro de téléphone ou adresse courriel); etiii le titre de l'émission en anglais canadien pour laquelle le soumissionnaire a fourni ses services de sous-titrage en direct. <p>* Jusqu'à un maximum de trois références. Si le soumissionnaire fournit davantage, seules les trois premières seront évaluées.</p> <p>Voir la Pièce jointe 3 de la partie 4 pour une liste des questions qui peuvent être posées pour vérifier les références.</p>

Numéro	Critères techniques obligatoires	Instructions concernant la préparation des soumissions
TO 2A	Le soumissionnaire doit décrire en détail sa “solution” proposée pour produire en direct et en simultané, au fur et à mesure des besoins, le sous-titrage en anglais canadien des délibérations quotidiennes de la Chambre des communes et des comités télédiffusées sur CPAC et ParlVu, ainsi que d’événements spéciaux, tels la lecture du Budget et le discours du Trône.	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements ci-dessous pour clairement démontrer qu’il satisfait au critère TO 2A.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La description de la “solution” proposée doit comprendre : <ol style="list-style-type: none"> i. Le genre de technologie utilisée ii. Le fonctionnement (avec illustration(s)) de la technologie iii. La façon dont la technologie est tenue à jour (p. ex. bases de données) iv. L’endroit (locaux) à partir duquel la technologie est utilisée (p. ex. cabine insonorisée, bureau, etc.) v. Le nombre minimum de ressources exigées pour assurer l’utilisation efficace de la technologie et leur rôle respectif
TO 3A	Le soumissionnaire doit disposer d’un plan de contingence en cas de panne de tout élément de sa solution de sous-titrage afin de garantir la disponibilité et la continuité des services.	<p>Pour clairement démontrer qu’il satisfait au critère TO 3A, le soumissionnaire doit fournir son plan de contingence qui comprend au minimum les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Équipement - Processus que le soumissionnaire mettra en place lorsque son équipement fait défaut. 2) Personnel - Processus que le soumissionnaire mettra en place pour assurer la disponibilité de son personnel selon le besoin; en cas de service prolongé (soir/fin de semaine/jour férié); et en cas de maladie. 3) Contrôle de la qualité - Processus que le soumissionnaire mettra en place pour assurer le contrôle de la qualité. <p>Les éléments 1), 2) et 3) doivent être appropriés au besoin, réalisables et énoncés en détail.</p>

2.1.2 Critères techniques cotés (TC) et Démonstration

- a) Les soumissions qui satisfont à tous les critères techniques obligatoires mentionnés ci-dessus seront évaluées et cotées selon les critères d'évaluation suivants :

Critères techniques cotés (TC)	Nombre de points minimums requis	Nombre de points maximums
TC 1A Expérience du soumissionnaire	0	60
TC 2A Démonstration des sous-titres en français canadien	82 points minimums x 4 échantillons = 328 points	174 points maximums x 4 échantillons = 696 points
TC 2.1A Débit		
TC 2.2A Délai		
TC 2.3A Affichage		
TC 2.4A Exactitude de bout en bout		
TC 2.5A Ponctuation		
TC 2.6A Majuscules et minuscules		
TC 2.7A Changements d'intervenant		
TC 2.8A Omissions		
TC 2.9A Couleur du texte		
TC 2.10A Représentation des nombres en chiffres		
TC 2.11A Descripteurs d'ambiance		
TC 2.12A Interventions de l'interprète		
NOTE GLOBALE	328	756

- b) Le soumissionnaire doit démontrer une compréhension des tâches et de l'approche visant à leur réalisation. Pour permettre d'obtenir le nombre maximal de points, il doit élaborer afin de démontrer clairement et concrètement comment il répond aux critères afin de se voir attribuer les points. Le fait de simplement répéter ce qui est décrit dans la demande de propositions est insuffisant.

TC 1A EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**Nombre de points minimums requis : 0 point****Nombre de points maximums : 60 points**

Critère technique coté	Instructions pour la soumission	Pondération (Points)
<p>Outre les quatre (4) années d'expérience exigées au critère TO 1A, le soumissionnaire devrait démontrer le nombre d'années d'expérience additionnelles qu'il a acquises du sous-titrage en anglais canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens.</p> <p>Pour fin d'évaluation du critère TC 1A, une année est équivalent à 12 mois.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements ci-dessous pour clairement démontrer qu'il satisfait au critère TC 1A :</p> <ol style="list-style-type: none">1) le nombre d'années d'expérience additionnelle du sous-titrage en anglais canadien d'émissions télédiffusées en direct sur des réseaux canadiens;2) la période (de année/mois à année/mois);3) pour chaque* client auquel des services sous-titrage en direct ont été fournis pendant la période indiquée au point 2) ci-dessus :<ol style="list-style-type: none">i le nom du client;ii le nom d'un responsable à contacter (avec son numéro de téléphone ou adresse courriel) ;iii le titre de l'émission en anglais canadien pour laquelle le soumissionnaire a fourni ses services de sous-titrage en direct. <p>* Jusqu'à un maximum de trois références. Si le soumissionnaire en fournit davantage, seules les trois premières seront évaluées.</p> <p>Voir la Pièce jointe 3 de la partie 4 pour une liste des questions qui peuvent être posées pour vérifier les références.</p>	<p>Pour chaque année d'expérience additionnelle (en plus des quatre années d'expérience exigées à TO 1A) = 10 points</p> <p>Maximum : 60 points</p>

TC 2A DÉMONSTRATION DES SOUS-TITRES EN ANGLAIS CANADIEN

Le soumissionnaire devra démontrer par une démonstration à distance que les sous-titres en anglais canadien qu'il produit actuellement en direct répondent aux critères énoncés ci-après.

Nombre de points minimums requis par échantillon : 82 points

Nombre de points maximums par échantillon : 174 points

Le soumissionnaire aura à sous-titrer en direct et en circuit fermé avec l'équipe d'évaluation, quatre (4) échantillons d'événements différents :

- Un (1) échantillon de la période de questions (30 minutes)
- Trois (3) échantillons en provenance des débats en Chambre et de comités de la Chambre (15 minutes chacun) pour un total de 45 minutes de tests.

Il y aura une pause de dix (10) minutes entre chaque échantillon. Chaque échantillon sera évalué individuellement selon les critères cotés ci-dessous.

Procédure d'évaluation :

Au moment convenu par les deux parties, le test se fera comme suit :

- la Régie enverra le signal audio au soumissionnaire sur une ligne téléphonique (signal audio sans altération ou signal audio codé par un appareil numérique);
- le soumissionnaire procédera au sous-titrage en direct de ce signal audio;
- le code de sous-titrage résultant sera envoyé en direct sur la seconde ligne téléphonique.

Nota : Il n'y aura pas d'envoi de signal vidéo au soumissionnaire.

Pendant ce temps, l'équipe d'évaluation :

- recevra le signal de sous-titrage codé en direct sur la seconde ligne téléphonique. Le signal sera envoyé vers l'encodeur de sous-titrage pour superposition au signal vidéo;
- procédera au visionnement du sous-titrage en direct sur un moniteur vidéo, montrant l'image et le son en direct, ainsi que le sous-titrage codé envoyé par le soumissionnaire; et
- enregistrera la démonstration pour fin d'évaluation.

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.1A	Débit	Devra suivre le débit d'élocution des intervenants.	<p>Le débit d'élocution des intervenants a été suivi = 50 points</p> <p>Jusqu'à trois fois, le débit d'élocution des intervenants n'a pas été suivi = 25 points</p> <p>Plus que trois fois, le débit d'élocution des intervenants n'a pas été suivi = 0 points</p> <p>Maximum : 50 points</p>

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.2A	Délai	Devra assurer le synchronisme entre le moment où les propos sont exprimés et celui où les sous-titres apparaissent à l'écran.	Un délai maximum de cinq secondes = 20 points Un délai de six secondes = 10 points Un délai de sept secondes ou plus = 0 point Maximum : 20 points
TC 2.3A	Affichage (positionnement)	Devra afficher sur trois lignes en déroulement séquentiel ascendant (<i>roll-up</i>) à l'endroit exact exigé par la Régie sur l'image vidéo, soit juste au-dessus de l'encadré graphique situé au bas de l'écran (qui indique le nom, le titre, l'affiliation politique et la circonscription de l'intervenant).	Afficher sur trois lignes = 3 points Afficher en déroulement séquentiel ascendant = 3 points Afficher au-dessus de l'encadré graphique = 3 points Maximum : 9 points
TC 2.4A	Exactitude de bout en bout	Devra assurer l'intelligibilité du message, l'exactitude de bout en bout. Le soumissionnaire sera évalué selon la méthode utilisé qui est soit la sténotypie ou la reconnaissance vocale. Par « exactitude de bout en bout » s'entend la mesure de l'intégrité des mots prononcés comme tels à la Chambre (par les intervenants sur le parquet ou l'interprète) par rapport à ceux figurant dans les sous-titres. Les erreurs peuvent comprendre : des fautes d'orthographe, des noms incorrects, des homophones et mots substitués, omis ou insérés. La reformulation ou la substitution de mots qui vise à faciliter la rédaction de sous-titres corrects et intelligibles ne sera pas considérée comme une erreur.	<u>Sténotypie</u> 100 à 90 % = 20 points 80 à 89 % = 10 points 79 % ou moins = 0 point OU <u>Reconnaissance vocale</u> 100 à 80 % = 20 points 70 à 79 % = 10 points 69 ou moins % = 0 point Maximum : 20 points

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
		La formule qui sera utilisée pour atteindre le pourcentage de l'exactitude de bout en bout sera : Le nombre de mots affichés correctement divisé par le nombre de mots prononcés multiplié par 100.	
TC 2.5A	Ponctuation	Devra utiliser la ponctuation selon les règles grammaticales énoncées dans la dernière édition du <i>Canadian Style Guide</i> (www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2guides/guides/tcdnstyl/).	Aucune erreur = 5 points Jusqu'à trois erreurs = 2.5 points Quatre erreurs ou plus = 0 point Maximum : 5 points
TC 2.6A	Majuscules et minuscules	Devra utiliser les majuscules et les minuscules selon les normes reconnues du <i>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)</i> en anglais canadien.	Conforme aux normes du CRTC = 10 points Non conforme aux normes du CRTC jusqu'à deux fois = 5 points Non conforme aux normes du CRTC trois fois ou plus = 0 point Maximum : 10 points
TC 2.7A	Changement d'intervenant	Devra indiquer le changement d'intervenant par le symbole >>	Tous les changements d'intervenants sont indiqués par le symbole >> = 10 pts Omis d'indiquer le changement d'intervenant par le symbole >> jusqu'à deux fois = 5 points A omis d'indiquer le changement d'intervenant par le symbole >> trois fois ou plus = 0 point Les changements d'intervenants sont soit indiqués par un autre symbole ou ne sont pas indiqués par le symbole >> = 0 point Maximum : 10 points

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.8A	Omissions	Devra indiquer les propos inaudibles par le symbole [---]	<p>Tous les propos inaudibles sont indiqués par le symbole [---] = 10 points</p> <p>A omis d'indiquer les propos inaudibles indiqués par le symbole [---] jusqu'à deux fois = 5 points</p> <p>A omis d'indiquer les propos inaudibles indiqués par le symbole [---] trois fois ou plus = 0 point</p> <p>Les propos inaudibles sont indiqués par un autre symbole ou ne sont pas indiqués par le symbole [---] = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>
TC 2.9A	Couleur du texte	Devra indiquer les sous-titres en caractères blancs superposés sur l'image.	<p>Les sous-titres sont en caractères blancs superposés sur l'image = 10 points</p> <p>Les sous-titres ne sont pas en caractères blancs superposés sur l'image = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>
TC 2.10A	Représentation des nombres en chiffres	Devra représenter les nombres en chiffres comme suit : années : 2013 devises : \$40 pourcentages : 10% projets de loi : C-45	<p>Tous les nombres en chiffres sont bien représentés = 10 points</p> <p>Jusqu'à deux erreurs = 5 points</p> <p>Trois erreurs ou plus = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>
TC 2.11A	Descripteurs d'ambiance	Devra intégrer les descripteurs d'ambiance. Voici des exemples : rires, silence, applaudissements, bruit ou problèmes techniques.	<p>Les descripteurs d'ambiance sont intégrés en totalité = 10 points</p> <p>Les descripteurs d'ambiance n'ont pas été intégrés jusqu'à deux fois = 5 points</p> <p>Les descripteurs d'ambiance n'ont pas été intégrés trois fois ou plus = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>

Numéro	Critère coté	Instructions	Pondération (Points)
TC 2.12A	Interventions de l'interprète	Devra afficher « Voix de l'interprète » au début de l'intervention de l'interprète.	<p>L'intervention de l'interprète est toujours indiquée par « Voix de l'interprète » = 10 points</p> <p>L'intervention de l'interprète indiquée par « Voix de l'interprète » n'a pas été affichée jusqu'à deux fois = 5 points</p> <p>L'intervention de l'interprète indiquée par « Voix de l'interprète » n'a pas été affichée trois fois ou plus = 0 point</p> <p>Maximum : 10 points</p>

QUESTIONS DE VÉRIFICATION DES RÉFÉRENCES

Critères T0 1F, T0 1A, TC 1F et TC 1A

Nom du client :

Nom du responsable à contacter :

Numéro de téléphone ou adresse courriel :

Question 1 : Depuis septembre 2007, durant quelle(s) période(s) – mois/année à mois-année – l'entreprise (insérer le nom ici) vous a-t-elle fourni des services de sous-titrage?

Question 2 : Lors de cette(ces) même(s) période(s), est-ce que le service était fourni pour du sous-titrage en français canadien?

Question 3 : Lors de cette(ces) même(s) période(s), est-ce que le sous-titrage était télédiffusé sur des réseaux canadiens?

Question 4 : Lors de cette(ces) même(s) période(s), est-ce que le sous-titrage était fourni pour des émissions télédiffusées en direct (en temps réel)?

Question 5 : Pouvez-vous confirmer le(s) titre(s) de(s) l'émission(s) en français canadien pour laquelle(lesquelles) l'entreprise (insérer le nom ici) vous a fourni ses services de sous-titrage en direct lors de cette(ces) même(s) période(s)?